

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le texte actuel qui formera le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) sous le deuxième tiret les mots « et, lorsqu'elle est différente et pour autant que disponible, la date du premier enregistrement » sont insérés entre les mots « du véhicule » et les mots « en Belgique »;

b) l'énumération est complétée par ce qui suit :

« - pour autant que disponible, l'euronorme à laquelle satisfait le véhicule;

- les actions de rappel auxquelles il n'a pas été donné suite pour le véhicule;

- pour autant que disponible, les chiffres d'émission CO2 officiels et les procédures d'essai correspondantes;

- le fait que le véhicule doit subir un contrôle après accident avant qu'il puisse être remis en circulation. »;

2° l'article est complété par un paragraphe 2, rédigé comme suit :

« § 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, il est autorisé de ne pas mentionner un kilométrage enregistré sur l'attestation kilométrique, lorsqu'il a été enregistré moins de deux mois avant ou après un autre kilométrage mentionné et pour autant que le kilométrage non mentionné ne diffère pas plus de 3.000 kilomètres de cet autre kilométrage mentionné. Les premier et dernier kilométrages enregistrés sont toujours mentionnés. ».

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté, les mots « 6 euros » sont remplacés par les mots « 7 euros ».

Art. 4. Dans le même arrêté, un article 3/1 est inséré, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'article 3, les ministres chargés de l'Economie et des Consommateurs et de la Mobilité peuvent autoriser l'association à être indemnisée pour la mise à disposition de son savoir-faire en matière de lutte contre la fraude kilométrique à des tierces parties. Cette autorisation ne peut être donnée sous les conditions suivantes :

1° les objectifs de la tierce partie correspondent au but social de l'association même;

2° aucune donnée des voitures n'est mise à disposition;

3° l'indemnisation obtenue ne peut être utilisée que pour des objectifs compatibles avec le but social de l'association. ».

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2019, à l'exception de l'article 3 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Art. 6. Le ministre qui a l'Economie et les Consommateurs dans ses attributions et le ministre qui a la Mobilité dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 janvier 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,

K. PEETERS

Le Ministre de la Mobilité,

Fr. BELLOT

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bestaande tekst die paragraaf 1 zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) onder het tweede gedachtestreepje worden de woorden "en, wanneer deze verschillend is en voor zover beschikbaar, de datum van eerste inschrijving" ingevoegd tussen de woorden "van het voertuig" en "in België";

b) de opsomming wordt aangevuld als volgt :

"- voor zover beschikbaar, de euronorm waaraan het voertuig voldoet;

- de terugroepacties voor het voertuig waaraan geen gevolg werd gegeven;

- voor zover beschikbaar, de officiële CO2-uitstootcijfers en de overeenstemmende testprocedures;

- het feit dat het voertuig een keuring na ongeval moet ondergaan vooraleer het terug in het verkeer mag worden gebracht.";

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende :

"§ 2. In afwijking van paragraaf 1 is het toegelaten een geregistreerde kilometerstand niet te vermelden op het kilometerattest, wanneer deze minder dan twee maanden voor of na een andere wel vermelde kilometerstand werd geregistreerd en voor zover deze niet vermelde kilometerstand niet meer dan 3.000 kilometer verschilt van de andere wel vermelde kilometerstand. De eerst en de laatst geregistreerde kilometerstand worden steeds vermeld.".

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden "6 euro" vervangen door de woorden "7 euro".

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 3/1 ingevoegd, luidende :

"In afwijking van artikel 3 kunnen de ministers bevoegd voor Economie en Consumenten en voor Mobiliteit aan de vereniging toelating verlenen om een vergoeding te bekomen voor het ter beschikking stellen van haar know-how inzake bestrijding van kilometerbedrog aan derde partijen. De toelating kan enkel worden verleend onder de volgende voorwaarden :

1° de doelstellingen van de derde partij stemmen overeen met het maatschappelijk doel van de vereniging zelf;

2° er wordt geen enkel voertuiggegeven ter beschikking gesteld;

3° de bekomen vergoeding wordt uitsluitend aangewend voor doeleinden die verenigbaar zijn met het maatschappelijk doel van de vereniging.".

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2019, met uitzondering van artikel 3 dat in werking treedt op 1 januari 2020.

Art. 6. De minister bevoegd voor Economie en Consumenten en de minister bevoegd voor Mobiliteit zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 januari 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,

K. PEETERS

De Minister van Mobiliteit,

Fr. BELLOT

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2019/10537]

30 JANVIER 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 26 août 2006 réglant la collaboration avec l'association chargée de l'enregistrement du kilométrage des véhicules

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 juin 2004 relative à l'information à fournir lors de la vente de véhicules d'occasion, l'article 6, § 3, modifiée par la loi du 28 novembre 2018 ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2019/10537]

30 JANUARI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 augustus 2006 tot regeling van de medewerking aan de vereniging belast met de registratie van de kilometerstand van voertuigen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 11 juni 2004 betreffende de informatieverstrekking bij de verkoop van tweedehandsvoertuigen, artikel 6, § 3, gewijzigd bij de wet van 28 november 2018;

Vu l'arrêté royal du 26 août 2006 réglant la collaboration avec l'association chargée de l'enregistrement du kilométrage des véhicules ;

Vu l'avis n° 104/2018 de l'Autorité de protection des données, donné le 17 octobre 2018 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 20 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et des Consommateurs et du Ministre de la Mobilité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 26 août 2006 réglant la collaboration avec l'association chargée de l'enregistrement du kilométrage des véhicules les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « immatriculés ou ayant été immatriculés en Belgique » sont remplacés par les mots « enregistrés en Belgique conformément aux dispositions du chapitre VIII de l'arrêté royal du 8 juillet 2013 portant exécution de la loi du 19 mai 2010 portant création de la Banque-Carrefour des véhicules » et les mots « le service chargé de l'immatriculation des véhicules met » par les mots « le SPF Mobilité et Transport met via la Banque-Carrefour des véhicules » ;

2° l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} est complété par les 6° et 7°, rédigés comme suit :

« 6° pour autant que disponible, l'euronorme à laquelle satisfait le véhicule ;

7° pour autant que disponibles, les chiffres d'émission CO² officiels et les procédures d'essai correspondantes;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « nouvelle immatriculation » sont remplacés par les mots « nouvel enregistrement » et les mots « le service » par les mots « le SPF Mobilité et Transport » ;

4° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « reprises à l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots « reprises aux dispositions sous les 1° à 5° de l'alinéa précédent » ;

5° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Les données visées par les dispositions sous les 6° et 7° de l'alinéa 1^{er} sont communiquées sans délai à la demande de l'association. » ;

6° dans la première phrase du paragraphe 2, les mots « le service chargé de l'immatriculation des véhicules » sont remplacés par les mots « et pour autant qu'elles soient disponibles, le SPF Mobilité et Transport » ;

7° dans la deuxième phrase du paragraphe 2, les mots « dudit service » sont remplacés par les mots « du SPF Mobilité et Transport » ;

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er}, le mot « erkende » est inséré entre les mots « delen de » et les mots « instellingen voor autokeuring » ;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Lorsque les organismes agréés pour le contrôle technique ont procédé à un contrôle après accident positif, ils en informent l'association en reprenant le numéro de châssis du véhicule et le kilométrage affiché au compteur kilométrique au moment du contrôle. » ;

3° l'alinéa 2 dont le texte devient l'alinéa 3, est complété par la phrase suivante:

« Les données sont communiquées à l'association pendant que le véhicule est à la disposition de l'entreprise de contrôle technique. ».

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, la deuxième phrase est abrogée ;

2° l'alinéa 3 est remplacé comme suit:

Gelet op het koninklijk besluit van 26 augustus 2006 tot regeling van de medewerking aan de vereniging belast met de registratie van de kilometerstand van voertuigen;

Gelet op het advies nr. 104/2018 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 17 oktober 2018 ;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen die op 20 december 2018 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Consumenten en de Minister van Mobiliteit,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 26 augustus 2006 tot regeling van de medewerking aan de vereniging belast met de registratie van de kilometerstand van voertuigen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "ingeschreven of ingeschreven geweest" vervangen door de woorden "geregistreerd volgens de bepalingen van hoofdstuk VIII van het koninklijk besluit van 8 juli 2013 ter uitvoering van de wet van 19 mei 2010 houdende oprichting van de Kruispuntbank van de voertuigen", en de woorden "de dienst die belast is met de inschrijving van de voertuigen" door de woorden "de FOD Mobiliteit en Vervoer via de Kruispuntbank van de voertuigen";

2° het eerste lid van paragraaf 1 wordt aangevuld met de bepalingen onder 6° en 7°, luidende:

"6° voor zover beschikbaar, de euronorm waaraan het voertuig voldoet;

7° voor zover beschikbaar, de officiële CO²-uitstoot-cijfers en de overeenstemmende testprocedures;

3° in paragraaf 1, tweede lid, wordt het woord "inschrijving" vervangen door het woord "registratie" en worden de woorden "de dienst" vervangen door de woorden "de FOD Mobiliteit en Vervoer";

4° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "vermeld in het vorige lid" vervangen door de woorden "vermeld in de bepalingen onder 1° tot en met 5° van het vorige lid";

5° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende:

"De gegevens bedoeld in de bepalingen onder 6° en 7° van het eerste lid, worden onmiddellijk verstrekt op vraag van de vereniging.";

6° in de eerste zin van paragraaf 2 worden de woorden "kan de dienst die belast is met de inschrijving van voertuigen" vervangen door de woorden "kan, voor zover deze beschikbaar zijn, de FOD Mobiliteit en Vervoer";

7° in de tweede zin van paragraaf 2 worden de woorden "de genoemde dienst" vervangen door de woorden "de FOD Mobiliteit en Vervoer";

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in Nederlandse tekst van het eerste lid wordt het woord "erkende" ingevoegd tussen de woorden "delen de" en de woorden "instellingen voor autokeuring";

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidende:

"Wanneer de erkende instellingen voor autokeuring een gunstige keuring na ongeval van een voertuig hebben uitgevoerd, lichten zij de vereniging hiervan in, met vermelding van het chassisnummer van het voertuig en de kilometerstand die de kilometerteller aangeeft op het ogenblik van de keuring.";

3° het tweede lid, waarvan de bestaande tekst het derde lid wordt, wordt aangevuld met de volgende zin:

"De gegevens worden meegedeeld aan de vereniging terwijl het voertuig ter beschikking is van de instelling voor autokeuring.".

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt de tweede zin opgeheven;

2° het derde lid wordt vervangen als volgt:

« Les données sont communiquées à l'association pendant que le véhicule est à la disposition du professionnel pour effectuer les travaux relatifs au véhicule. ».

Art. 4. Dans le même arrêté un article 3/1 est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 3/1. § 1^{er}. A la demande de l'association chargée de l'enregistrement des kilométrages des véhicules, les constructeurs de nouvelles voitures ou leurs préposés communiquent l'historique kilométrique des véhicules qui avaient déjà été immatriculés dans un autre pays, et les renseignements relatifs aux actions de rappel visés à l'article 6, § 3, de la loi du 11 juin 2004 relative à l'information à fournir lors de la vente de véhicules d'occasion.

Afin d'améliorer la protection de l'acheteur d'un véhicule d'occasion, les fabricants ou leur préposés communiquent les informations suivantes concernant les actions de rappels visées à l'alinéa précédent :

- le code d'identification de l'action de rappel ;
- une description succincte de l'objet de l'action de rappel.

§ 2. Ils communiquent les kilométrages des véhicules connectés au moins quatre fois par an à l'association.

§ 3. Les constructeurs ou leurs préposés communiquent les renseignements visés au paragraphe 1^{er} en utilisant une des applications électroniques mises à disposition par l'association à cet effet et suivant les modalités qu'elle détermine. ».

Art. 5. Dans le même arrêté, un article 3/2 est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 3/2. Les experts en automobiles peuvent transmettre les données visées à l'article 6, § 3, alinéa 4, de la loi à l'association chargée de l'enregistrement des kilométrages des véhicules par le biais de la s.a. Informex, lorsqu'ils collaborent avec cette entreprise. A cet effet, l'association et la s.a. Informex concluent un accord de collaboration. ».

Art. 6. Dans le même arrêté, un article 3/3 est inséré, rédigé comme suit :

Art. 7. 3. Les associations des professionnels, des fabricants et des importateurs de voitures et des organismes agréés pour le contrôle technique rédigent des dispositions types afin d'informer correctement les clients quant à la communication de données à caractère personnel à l'association chargée de l'enregistrement des kilométrages des véhicules, conformément aux dispositions du Règlement général sur la protection des données.

L'association publie sur son site Internet un relevé des flux de données en mentionnant : les données que l'association reçoit de quels services pour quelle finalité ainsi qu'un relevé des données que l'association génère elle-même pour établir le document visé à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 11 juin 2004 relative à l'information à fournir lors de la vente de véhicules d'occasion. ».

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2019, à l'exception de l'article 4 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Art. 9. Le ministre qui a l'Economie et les Consommateurs dans ses attributions et le ministre qui a la Mobilité dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 janvier 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS

Le Ministre de la Mobilité,
Fr. BELLOT

MINISTERE DE LA DEFENSE

[C - 2019/10601]

2 DECEMBRE 2018. — Arrêté royal déterminant la structure générale du Ministère de la Défense et fixant les attributions de certaines autorités. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 14 du 18 janvier 2019, page 6269, dans le titre du texte français, il y a lieu de remplacer le mot "attritions" par le mot "attributions".

"De gegevens worden meegedeeld aan de vereniging terwijl het voertuig ter beschikking is van de vakman voor het uitvoeren van de werken aan het voertuig."

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 3/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 3/1. § 1. Op vraag van de vereniging die belast is met de registratie van de kilometerstand van voertuigen, verstrekken de fabrikanten van nieuwe voertuigen of hun gemachtigde de kilometerhistoriek van voertuigen die reeds in een ander land waren ingeschreven, en de gegevens in verband met de terugroepacties, bedoeld in artikel 6, § 3, derde lid, van de wet van 11 juni 2004 betreffende de informatieverstrekking bij de verkoop van tweedehandsvoertuigen.

Ter verbetering van de bescherming van de koper van een tweedehandsvoertuig delen de fabrikanten of hun gemachtigde de volgende gegevens mee in verband met de in vorig lid bedoelde terugroepacties:

- de identificatiecode van de terugroepactie;
- een beknopte omschrijving van het voorwerp van de terugroepactie.

§ 2. Zij delen de kilometerstanden van geconnecteerde voertuigen minstens vier maal per jaar mee aan de vereniging.

§ 3. De fabrikanten of hun gemachtigden maken de inlichtingen bedoeld in paragraaf 1 over met gebruikmaking van een van de elektronische toepassingen die de vereniging daartoe ter beschikking stelt en volgens de modaliteiten die zij bepaalt."

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel 3/2 ingevoegd, luidende:

"Art. 3/2. De auto-experts kunnen de gegevens bedoeld in artikel 6, § 3, vierde lid, van de wet via Informex n.v. meedelen aan de vereniging die belast is met de registratie van de kilometerstand van voertuigen, wanneer ze met deze onderneming samenwerken. Daartoe sluiten de vereniging en Informex n.v. een samenwerkingsakkoord af."

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 3/3 ingevoegd, luidende:

"Art. 3/3. De verenigingen van de vaklui, van de fabrikanten en invoerders van voertuigen en van de erkende instellingen voor autokeuring stellen modelbepalingen op teneinde de klanten conform de bepalingen van de Algemene Verordening Gegevensbescherming correct te informeren betreffende de mededeling van persoonsgegevens aan de vereniging die belast is met de registratie van de kilometerstand van voertuigen.

De vereniging publiceert op haar website een overzicht van de gegevensstromen waarbij worden vermeld : de gegevens die de vereniging ontvangt van welke diensten met welk doeleinde en een overzicht van de gegevens die ze zelf genereert voor het aanmaken van het document bedoeld in artikel 4, § 1, van de wet van 11 juni 2004 betreffende de informatieverstrekking bij de verkoop van tweedehandsvoertuigen."

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2019, met uitzondering van artikel 4 dat in werking treedt op 1 januari 2020.

Art. 8. De minister bevoegd voor Economie en Consumenten en de minister bevoegd voor Mobiliteit zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 januari 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,
K. PEETERS

De Minister van Mobiliteit,
Fr. BELLOT

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C - 2019/10601]

2 DECEMBER 2018. — Koninklijk besluit tot bepaling van de algemene structuur van het Ministerie van Landsverdediging en tot vaststelling van de bevoegdheden van bepaalde autoriteiten. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 14 van 18 januari 2019, bladzijde 6269, in de titel van de Franstalige tekst, dient men het woord "attritions" te vervangen door het woord "attributions".